L'étendue de l'indépendance de la Banque d'Algérie.

AIT OUAZZOU Zaïna
Maître Assistante
Faculté de Droit
Université Mouloud
Mammeri, Tizi Ouzou

Introduction

La banque centrale a un rôle déterminant à jouer dans la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires au passage d'une économie administrée à une économie de marché. Parmi les tâches qui lui incombent : la fixation d'un taux de change de la monnaie nationale de manière à lui préserver la stabilité sur le plan des échanges extérieurs ; l'application d'une politique de crédit et de taux d'intérêt qui assure une répartition efficace des ressources rares dans l'économie, la mise en œuvre de mécanismes d'incitation à la mobilité des capitaux, et enfin une gestion efficace de la politique monétaire du pays de nature à garantir la stabilité des prix à long terme.

"Or, de telles compétences ne peuvent être exercées de manière rigoureuse que si les organes en charge de gérer la politique monétaire du pays sont dotés de mécanismes qui les protègent d'ingérences politiques à court terme"[1].

La création de marchés et d'institutions financières capables de soutenir une économie de marché a été un élément clé de la transition dans toutes les économies anciennement planifiées. Il faut toutefois du temps pour mettre en place de tels marchés et

[1] **ZOUAIMIA** R., "Le régime des investissements étrangers en Algérie", *Journal du Droit International*, n°3, juillet - août septembre 1993, p. 567à 598.-

institutions, et surtout pour que s'instaure la confiance à leur égard[1].

Etant donné que la banque centrale constitue le sommet de la pyramide bancaire, beaucoup de pays s'efforcent de faire jouer un rôle accru à leurs banques centrales. Ceci montre que ces pays sont de plus en plus conscients du rôle et de la contribution importante qu'une Banque Centrale efficace puisse apporter aux performances économiques. Cette dernière, dénommée également institut d'émission, a, dans les économies modernes, "le monopole de l'émission de monnaie-papier nationale. Elle a aussi pour mission de contrôler l'ensemble de l'activité bancaire" [2].

L'importance majeure des Banques Centrales réside ainsi dans les fonctions qu'elles assument au sein de l'économie.

Mais qui décide de ces fonctions, si ce n'est le pouvoir législatif qui n'est en réalité qu'un organe second qui met en application la volonté du pouvoir exécutif. A partir de cette donnée, la question de l'efficacité de la Banque Centrale est intimement liée au rôle que lui confèrent les différents gouvernements ainsi qu'aux relations qui se tissent entre elle et le pouvoir exécutif.

La politique économique est, dans sa conception d'ensemble, l'affaire du gouvernement. A s'en tenir à cette évidence, la question de responsabilité de la conception de la politique monétaire n'a théoriquement pas à être posée. La politique monétaire est l'une des branches de la politique économique, à partir de là, elle est aussi l'affaire du gouvernement et sa mise en œuvre est celle de la Banque Centrale.

---

[1] **TORSTEN** S., "La politique monétaire peut-elle être efficace pendant la transition ? L'expérience de la Mongolie", *Finances et développement*, septembre 2000, p. 44 à 47.

[2] **NASRI** Z.," *Intermédiation financière et régulation monétaire en Algérie*", Mémoire de Magister, Ecole Supérieure du Commerce (ESC), Alger, 1994, p. 50.

Il est cependant souhaitable que la politique monétaire conserve une stabilité d'orientation et ce, quels que soient les infléchissements qui peuvent affecter la politique économique. Concrètement, cela signifie que la conception et la mise en œuvre de la politique monétaire doivent demeurer indépendantes des aléas qui peuvent affecter l'action gouvernementale. La préservation de cette autonomie est difficile et plus au moins réalisée selon les pays[1].

Par ailleurs, puisque la question de la mise en œuvre de la politique monétaire revient à la Banque Centrale, est-ce que son indépendance vis-à-vis du gouvernement est une condition déterminante pour une bonne réalisation de cette politique ? La Banque Centrale se voit fixer en effet un objectif de politique monétaire par le gouvernement et elle sera considérée indépendante si elle choisit, sans intervention de celui-ci, les instruments au moyen desquels elle pourra mettre en œuvre sa politique monétaire[2]. Mais il faut noter que si la Banque centrale est indépendante et a un autre objectif que les autorités, il peut y avoir un conflit de politique entre la Banque centrale et le gouvernement[3].

I - Critères d'une Banque Centrale indépendante :

L'indépendance d'une Banque Centrale est essentielle pour sa crédibilité. Une telle indépendance trouve cependant ses limites d'abord dans ses statuts qui en définissent les objectifs et l'étendue de ses pouvoirs, ensuite dans la soumission de ses actes au contrôle du pouvoir judiciaire. Il convient toutefois de s'interroger sur la signification d'une telle indépendance dont on

[1] **PATAT** J-P., "La conception de la politique monétaire", in *Monnaie, institutions financières et politique monétaire*, Ouvrage collectif, 5ème édition, Economica, Paris, 1993, p. 362.

[2] **ARTUS** P., "Pourquoi les banques centrales n'ont-elle pas comme objectif : l'objectif social ?", in *La politique monétaire*, Ouvrage collectif, Economica, Paris, 2001, p. 3.

[3] Autrement dit entre la politique monétaire de la Banque Centrale et la politique économique tracée par le gouvernement, qui définit aussi la politique budgétaire.

peut mesurer l'amplitude à divers points de vue : institutionnel, personnel et financier.

1. Au plan institutionnel :

A ce niveau, la banque centrale est dite indépendante lorsqu'elle ne reçoit pas d'instructions du gouvernement. Les banques centrales indépendantes ne devraient ni solliciter ni accepter des instructions de leurs gouvernements ou autres organismes.[1].

2. Au plan personnel :

Une banque centrale jouit d'une indépendance personnelle lorsque les gouverneurs de la banque ont les moyens de résister à des pressions extérieures. En général, cette indépendance est assurée par l'irrévocabilité de leur nomination et par la longueur du mandat[2].

a - Mandat minimum pour les gouverneurs :

A titre d'exemple, l'article 14.2 des statuts des banques centrales nationales stipule que les statuts des BCN doivent prévoir une durée de mandat d'au moins cinq ans pour le gouverneur. Cette disposition n'empêche naturellement pas de fixer une durée plus longue à l'exercice de ses fonctions. Il faut également souligner qu'il n'est pas impératif de fixer un âge de

---

[1] Banque de France et système Européen de banques centrales à son adoption devant le parlement Français, Mars-Mai 1998, p. 214 à 215. Voir aussi, Article 109 du Traité de Maastricht qui prévoit qu'au cours de la deuxième phase, chaque Etat membre entame le processus conduisant à l'indépendance de sa Banque Centrale. Voir aussi, l'article 1[er] de la loi du 04 août 1993 régissant le statut de la Banque de France qui dispose que : "Dans l'exercice de ses attributions, la Banque de France, en la personne de son Gouverneur, de ses sous- Gouverneurs ou d'un membre quelconque du Conseil de la politique monétaire, ne peut ni solliciter, ni accepter d'instructions du Gouvernement ou de toutes personnes", voir aussi à ce propos, **FRANCISCO. P, CARLO** S., *La Banque Centrale Européenne*, Editions d' Organisation, Paris, 1999. p. 20.

[2] **TEULON** F., *Le rôle de l'Etat dans l'économie*, Editions du Seuil, Paris, 1997, p. 50.

mise à la retraite, l'essentiel étant que les motifs de révocation soient légaux[1].

L'indépendance d'une banque centrale est confortée par **la stabilité du mandat des membres de ses organes de décision.** Cela signifie que la durée du mandat doit être plus ou moins longue. En général, dans les systèmes bancaires dotés de banques centrales indépendantes, la loi prévoit une durée d'au moins cinq ans pour le mandat de gouverneur[2].

b - Motifs de révocation des gouverneurs :

Le motif de révocation des gouverneurs doit être légal. Le statut de la banque centrale doit garantir que le gouverneur ne puisse être relevé de ses fonctions pour des raisons autres que celles édictées par la loi ; c'est-à-dire lorsqu'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de sa charge ou s'il a commis une faute grave. L'objectif visé par de telles dispositions est d'éviter que la révocation d'un gouverneur ne puisse être décidée de façon discrétionnaire par les autorités qui ont compétence pour le nommer, en particulier le Gouvernement ou le Parlement.

Toutefois, l'indépendance personnelle pourrait être compromise si les mêmes règles protectrices assurant la stabilité de la fonction des gouverneurs n'est pas étendue aux autres membres des organes de décision de la banque centrale[3].

Aussi pour assurer l'indépendance collective des organes de décision par rapport aux autorités politiques, il est nécessaire que le statut de la banque centrale prévoie qu'en cas de vacance d'un poste, le nouveau membre soit nommé pour la durée restant à courir du mandat initial du membre ayant quitté ses fonctions ou décédé. Une telle disposition vise à assurer un

[1] Voir l'article 14.2 du Protocole annexé au Traité de Maastricht, relatif aux statuts du Système Européen des Banques Centrales (SEBC).
[2] Ibid. p. 217.
[3] Ibid.

rythme de remplacement établi à l'avance dans ces organes de décision, même en cas de vacances prématurées.

c - Protection contre les conflits d'intérêt :

L'indépendance personnelle exige aussi de se prémunir contre d'éventuels conflits d'intérêt entre les obligations incombant aux membres des organes de décision de la banque centrale vis-à-vis de celle ci. Par principe, ces derniers ne peuvent appartenir à d'autres organes de décision en dehors de la banque centrale au motif qu'une telle situation est susceptible d'être source de conflits d'intérêt.

3. Au plan financier :

Si une banque centrale est pleinement indépendante des points de vue institutionnel et fonctionnel mais ne peut, en même temps, se doter, de façon autonome, des moyens économiques lui permettant d'accomplir son mandat, son indépendance globale sera compromise[1]. En d'autres termes la banque centrale doit bénéficier d'un budget et de ressources propres[2].

II - L'avènement de la loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit et la concrétisation de l'indépendance de la Banque centrale:

Dans le prolongement des réformes économiques engagées depuis 1988 et afin de libérer les entreprises économiques de l'emprise de l'Etat, un nouveau cadre juridique a été mis en place pour permettre à la Banque Centrale et aux établissements financiers d'y évoluer[3].

---

[1] Banque de France et système Européen de banques centrales, op. cit. p. 219.
[2] **TEULON** F, op. cit. p.50.
[3]- Pour plus d'informations voir :" Les réformes économiques en Tunisie, Algérie et au Maroc : impact et perspectives" , extrait de la publication "Trends in developping economies", *revue finances et développement au Maghreb*, n° 10, Tunis, 1991, p.55, **AMMOUR**. B., "La régulation économique en Algérie", *revue IDARA*, Alger, n° 02, 1995. p. 35 à 04.

Promulguée en avril 1990, la loi relative à la monnaie et au crédit, qui a abrogé la loi bancaire 86-12, se présente comme un dispositif qui permet le renforcement de la logique de l'économie de marché dans laquelle le pays s'est engagé.

La loi 90-10 du 14 avril 1990 peut être considérée comme la pierre angulaire de la réforme bancaire en Algérie. Elle a apporté un changement profond à la conception du rôle que doit jouer le système bancaire au sein de l'économie de marché, comme elle a doté la Banque Centrale d'Algérie, rebaptisée Banque d'Algérie[1], de fonctions propres à une banque centrale dans une économie de marché.

La lecture de la loi relative à la monnaie et au crédit permet de conclure qu'elle vise à instaurer les principes fondamentaux d'une économie libérale qui permet la mise sur pied d'un système bancaire compétitif obligeant les banques, contrairement à la période des décennies précédentes, à exercer effectivement leurs fonctions dans un cadre concurrentiel. L'indépendance de l'entreprise économique par rapport au pouvoir exécutif, la création d'un cadre juridique favorable aux mouvements des capitaux, la dynamisation du marché monétaire, la mise en place de nouveaux instruments de la politique et de la régulation monétaire tels qu'ils existent dans les système bancaires contemporains, et surtout l'affirmation de l'indépendance de la Banque Centrale d'Algérie par rapport au pouvoir exécutif, représentent l'esprit de l'économie de marché[2].

[1] - La Banque Centrale d'Algérie est rebaptisée Banque d'Algérie en vertu de l'article 13 de la loi n°90-10 relative à la monnaie et au crédit, *JORA* n° 16/ 1990.

[2] A ce propos voir, **DESQUILBERT** J- B, **VILLIEU** P," L'indépendance de la Banque Centrale peut elle être productive : une illustration en économie ouverte", *revue Economique*, n° 06, vol 49, Presses des Sciences Politiques, France, novembre 1998, p. 1415 à 1426.

1. Le pouvoir monétaire du Gouverneur de la Banque:

Dans le cadre de la direction des affaires de la Banque, le Gouverneur assume plusieurs fonctions : à cet effet, il prend toute mesure d'exécution et accomplit tous actes dans le cadre de loi.[1]

Aussi, il joue un rôle important dans le domaine de la mise en œuvre de la politique monétaire et la gestion de la profession bancaire : il délivre les décisions consécutives aux autorisations accordées par la Conseil de la Monnaie et du Crédit comme il est la seule autorité habilitée à octroyer l'agrément pour l'exercice de la fonction bancaire en disposant, à ce titre, d'un pouvoir discrétionnaire. En tant que Président du conseil de la Monnaie et du Crédit et Président de la Commission bancaire, il détient un pouvoir administratif et monétaire et exerce un contrôle sur tout le système bancaire.

Le Gouverneur et les vice-Gouverneurs sont nommés par décret du Président de la République[2] pour un mandat de six ans pour le Gouverneur et de cinq ans pour les vice-Gouverneurs[3]. Le mandat n'est renouvelable qu'une seule fois comme en dispose l'article 22 de ladite loi. De telles dispositions supposent la détermination d'une politique monétaire dont les objectifs doivent être perçus à moyen terme. Aussi, en vertu de cet article, le Gouverneur et les vice-Gouverneurs ne sont pas

---

[1] - Art 28 de la loi précitée.

[2] - Art 21 de la loi relative à la monnaie et au crédit, op. cit.

[3] - Mais"le Gouverneur nommé à la suite de la promulgation de la loi, soit le 15 avril 1990, a été relevé de ses fonctions par décret présidentiel en date du 21 juillet 1992, soit deux années après son entrée en fonction alors que le mandat qu'il tient de la loi courait jusqu'en 1996, ce qui montre à l'évidence la fonction décorative que remplit la loi et dont les innovations libérales constituent à l'évidence une simple façade essentiellement destinée à la consommation étrangère : pays occidentaux et institutions internationale comme la Banque Mondiale et le Fond Monétaire internationale", extrait de **ZOUAIMIA** R., *Les autorités administratives indépendantes et la régulation économique,* Editions Houma, p. 11, voir aussi sur l'ineffectivité des normes en droit algérien **ZOUAIMIA** R, "Déréglementation et ineffectivité des normes en droit économique algérien", *revue IDARA*, n° 21, 2001. p.115 à 128.

soumis aux règles de la fonction publique, ce qui signifie que l'autorité de la Banque d'Algérie est libérée de la hiérarchie administrative et du contrôle exercé par le pouvoir central sur les actes du Gouverneur et ses adjoints comme c'était le cas avant la promulgation de la loi précitée.

Le Gouverneur et ses vice-Gouverneurs ne peuvent faire l'objet de révocation arbitraire car la loi détermine clairement les causes qui peuvent justifier leur révocation telles que la faute grave ou une incapacité dûment constatée. Il est mis fin à leurs fonctions selon la même procédure ayant présidé à leur nomination, ce qui constitue une véritable garantie pour la stabilité du mandat du Gouverneur et ses vice- Gouverneurs. Et il faut rappeler que la détermination du mandat par la loi est l'un des critères d'indépendance d'une Banque Centrale.

En somme, le Gouverneur de la Banque est indépendant vis-à-vis du gouvernement car, au sein du Conseil d'administration qu'il préside, il est libre de déterminer une politique monétaire appropriée à la politique économique du pays.

2. Le Conseil de la Monnaie et du Crédit [1]:

Parmi les plus importantes réformes apportées par la loi relative à la monnaie et au crédit, l'instauration du Conseil de la monnaie et du crédit, qui représente en vertu de la dite loi le Conseil d'administration de la Banque d'Algérie et l'autorité monétaire du pays. Cette autorité monétaire, rappelons le, était

[1] - Avant la réforme de 1990 existait le Conseil National du Crédit qui a été institué par l'ordonnance du 30 juin 1971. Aux termes de l'article premier de cette ordonnance, le rôle du CNC est purement consultatif, comme en France son rôle consiste à formuler des avis, recommandations et observations en matière de monnaie et de crédit. Il échoit au Gouvernement de définir la politique monétaire mais il doit néanmoins s'entourer dans l'élaboration de cette politique, d'Avis du CNC. Comme en France ce conseil est présidé par le Ministre des finances assisté du Gouverneur de la Banque Centrale d'Algérie comme vice-président. La loi relative à la monnaie et au crédit a mis fin à cet organe. Désormais, aux termes de cette loi la fonction exercée auparavant et par le CNC, et par le Gouvernement est dévolue au CMC, voir, art n° 44 de la loi relative à la monnaie et au crédit, op.cit, voir aussi, **AMMOUR** B., "Pratique des techniques bancaires...", op.cit, p37.

éparpillée entre la Banque Centrale, le Ministre chargé des finances et le Trésor public avant la promulgation de cette loi.

a- l'organisation du Conseil :

Le conseil de la monnaie et du Crédit est composé du Gouverneur qui le préside, des trois vice-gouverneurs comme membres, de trois fonctionnaires du grade le plus élevé désignés par décret du chef du Gouvernement en raison de leur compétence en matière économique et financière, ils sont remplacés en cas d'échéance par trois suppléments qui sont désignés préalablement[1] .

En cas d'absence du Gouverneur, le Conseil est présidé par le vice-Gouverneur qui le remplace[2].

Le CNC se réunit au moins une fois par mois, sur convocation du gouverneur qui le préside. Lors de ces réunions, c'est ce dernier qui arrête l'ordre du jour[3].

Pour que les réunions soient valides, la loi requiert la présence d'au moins quatre membres du Conseil sachant qu'aucun des membres n'a le droit de donner mandat pour être représenté aux réunions.[4] La loi prévoit par ailleurs que le Président doit réunir le Conseil si trois Conseillers le demandent.[5]

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix ; en cas d'égalité, celle de la personne qui préside est prépondérante. Sur ce registre, on peut en déduire que la politique de la Banque est toujours en mesure de prévaloir car, si l'on doit procéder à un simple décompte des voix, on comptabilise quatre voix pour les membres de la Banque Centrale nommés par le Président contre trois voix au profit des représentants du pouvoir exécutif nommés par le chef du Gouvernement, d'autant plus que les

[1] - Voir art 32 de la loi n°90-10 relative à la monnaie et au crédit. op. cit.
[2] -Voir. art 32 de la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit. op. cit.
[3] - A ce propos, voir les articles 37 et 40 de la loi relative à la monnaie et au crédit, op. cit.
[4] - Voir les articles 37 et 39 de la loi relative à la monnaie et au crédit, ibid.
[5] - Ibid. art 40.

décisions peuvent être votées en présence seulement des quatre membres[1] . C'est là l'une des manifestations de l'indépendance de la Banque Centrale dans le domaine important de la prise des décisions.

b- Attributions du Conseil :

Le Conseil de la monnaie et du crédit, en vertu de la loi relative à la monnaie et au crédit, est censé remplir trois types de missions essentielles :

- Une mission en tant que Conseil d'administration de la Banque d'Algérie,

- Une mission en tant qu'autorité monétaire,

- Des attributions particulières,

3. Le rôle de la Banque d'Algérie:

Pour réhabiliter la Banque d'Algérie dans son rôle réel en tant que Banque Centrale et créer une gestion conjoncturelle de la monnaie, la loi relative à la monnaie et au crédit a prévu un ensemble de mécanismes pour renforcer son rôle et ce, dans le but d'assurer solidité et efficacité au système bancaire. Afin qu'un tel objectif soit réalisé, plusieurs missions lui ont été confiées, lesquelles se répartissent entre sa mission classique dans le domaine monétaire et la mise en œuvre de la politique monétaire.

III - Le retour à l'ère de la dépendance:

En 2001, les autorités algériennes ont mis en place un nouveau cadre juridique régissant le système bancaire, et ce par la promulgation de l'ordonnance 01-01 du 27 février 2001 complétant et modifiant la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit.

[1] - Puisque, comme nous l'avons déjà avancé, il suffit la présence de quatre membre du Conseil pour que des décisions soient votées, surtout qu'elles sont prisent à la majorité simple des voix, donc si seulement le Gouverneur et les trois vice- gouverneurs se réunissent, les décisions peuvent être prises.

En réalité cette ordonnance représente le premier pas d'un processus de réforme que les autorités compétentes ont décidé de lancer de manière progressive pour reconstruire et renforcer le lien et la concertation entre le pouvoir exécutif et la BCA. Ce processus a abouti à l'édiction de l'ordonnance n° 03-11 qui a abrogé la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit.[1]

A l'époque, les initiateurs de ces réformes ont justifié ces nouveaux amendements en arguant de l'inefficacité de la loi n° 90-10[2]. En réalité, cette loi qui a été mise en œuvre afin de régir toutes les opérations ayant trait à la fonction bancaire, notamment la régulation de la monnaie, l'élargissement des compétences de la BCA, l'organisation des banques et des établissements financiers, leur contrôle, ainsi que la protection des déposants et des emprunteurs, ne semble pas avoir été inefficace. Tous ces objectifs, selon les autorités économiques du pays, n'ont pas été atteints dans leur majorité et les deux scandales financiers qui ont éclaboussé le milieu bancaire et qui se sont soldés par la mise en faillite de deux banques à capitaux privés (il s'agit de la banque El Khalifa et de la Banque pour le commerce et l'industrie (BCIA) en sont la preuve.[3]

---

[1] -Ordonnance n°03-11 du 26 aout 2003 relative à la monnaie et au crédit. JORA n°57/ 2003.

[2] - Sur ce sujet, voir : **BOUZIDI** A.," La loi sur la monnaie et le crédit amandée", *le Quotidien le Matin*, Alger, ven 23- sam 24 février 2001 p. 05, **DIB**. S.," L'évolution de la réglementation bancaire algérienne depuis la promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit", *revue Médiabank*, n° 48. Editions de la Banque d'Algérie. Alger, juin- juillet 2000. p. 04 à 07, **BOUACHA**. M., "La politique monétaire et l'impact de la réduction de la monnaie nationale", *revue des Sciences Humaines*, n° 12. Alger, 1999, p. 81 à 89.

[3] - Sur ce sujet. voir, **M**. Kheireddine," nouvelle ordonnance relative à la monnaie et au crédit : ce qui a été changé". *Hebdomadaire Liberté Economique*, Alger, du 27 août au 02 septembre 2003. p. 13. **RAHMANI**. A., "Le Conseil des Ministres approuve les modifications du Président portant sur la loi relative à la monnaie et au crédit". *le quotidien El Khabar*, Alger, le 24 août 2003. p. 03. (en langue arabe).

C'est ainsi que les autorités algériennes ont décidé l'actualisation[1] de la loi relative à la monnaie et au crédit[2]. Il est permis toutefois de s'interroger sur les véritables motivations d'une telle démarche.

A vrai dire, à la lecture de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, il ne s'agit point d'une quelconque actualisation de la loi n° 90-10 mais de son abrogation[3].

Depuis 2001, la Banque d'Algérie fut l'objet d'importantes modifications touchant son organisation (§ I), son rôle (§ II) ainsi que les organes chargés de son contrôle (§ III), changements à l'origine de la remise en cause de son indépendance.

A- De l'ambivalence du statut juridique de la Banque Centrale à sa dépendance:

"Les aménagements apportés à la loi relative à la monnaie et au crédit ont pour objet principal de scinder le Conseil de la Monnaie et du crédit en deux organes :
- Le Conseil d'administration de la Banque.
- Le Conseil de la monnaie et du crédit (différent du premier)"[4].

---

[1] - Il s'agissait d'une actualisation de la loi n° 90- 10 relative à la monnaie et au crédit, selon les déclarations officielles.

[2] - Voir : **FERROUKHI. Y.**," Ce qui s'est passé pendant la suspension des journaux : le projet d'ordonnance sur la monnaie et le crédit adopté par le Conseil des Ministres", *le quotidien le Matin*, Alger, jeudi 28 août 2003. p. 09, **A. Souad.**," L'ordonnance modifiante de la loi 90- 10 relative à la monnaie et le crédit", *le quotidien El Khabar*, Alger. dimanche 24 août 2003, p. 03. (en langue arabe). du même auteur, "Le projet d'ordonnance portant modification de la loi sur la monnaie et le crédit", *le quotidien El Khabar* , Alger, jeudi 21 août 2003. p . 05. (en langue arabe).

[3] - **BENNACEUR. CH.**," Une autonomie sous perfusion ?", *le Soir d'Algérie*, Alger, dimanche 14 avril 2002, p. 07.

[4] - Voir, **NAAS A.**, *le système bancaire algérien: de la décolonisation à l'économie de marché*, Editions Inas, Alger, Maisonneuve &Larose, Paris.2003. p. 176.

Ces aménagements ont été entamés depuis les amendements contenus dans l'ordonnance n° 01-01 qui dispose selon les termes de son article 4 que le Conseil d'administration de la Banque d'Algérie est une instance distincte du Conseil de la Monnaie et du Crédit. D'ailleurs l'ordonnance n° 03- 11 a confirmé cette distinction entre le conseil d'administration et le conseil de la monnaie et du crédit qui n'exerce plus les prérogatives ayant trait à l'administration de la BCA comme c'était le cas sous l'empire de la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit abrogée.[1]

1. Direction et administration de la BA :

L'ordonnance n° 03-11 relative à la monnaie et au crédit dispose que la direction et l'administration de la BA est assurée respectivement par le Gouverneur et les vice-gouverneurs (a) ainsi que par le Conseil d'administration (b).

a- La direction de la BA :

Le Gouverneur de la Banque Centrale d'Algérie est le Président du Conseil d'administration de la Banque ainsi que du Conseil de la Monnaie et du Crédit. Il est nommé par décret présidentiel.

La direction de la BA est assurée par le Gouverneur assisté par trois vice- gouverneurs, tous nommés par décret du Président de la République[2]. Il faut noter que la nouvelle ordonnance reste muette en ce qui concerne leur mandat.

[1] - Voir arts 18, 19 de l'ordonnance n° 03-11.du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit. Op.cit.

[2] - Voir : arts 13 et 15 de l'ordonnance n° 03- 11 relative à la monnaie et au crédit, Ibid. Voir aussi, **EL KADI**. I., "La Banque d'Algérie attends ses nouveaux décideurs", *Algéria interface, www. Google. fr*

L'absence de la détermination du mandat des dirigeants de la Banque remet en cause son indépendance. Il est impératif pour garantir l'indépendance d'une Banque Centrale de déterminer le mandat de ses dirigeants ainsi que les motifs de leur révocation afin qu'ils ne puissent faire l'objet de mesures de révocation arbitraires[1].

L'abrogation de l'article 22 de la loi n°90- 10 relative à la monnaie et au crédit par l'article 13 de l'ordonnance n° 01-01 qui fixait un mandat bien déterminé au profit du gouverneur et des vice-gouverneurs et qui disposait clairement que leur révocation doit être justifiée par l'un des motifs de révocation déterminés par la loi, a renforcé la vulnérabilité de la Banque d'Algérie et sa dépendance à l'égard du Gouvernement en ce que ses dirigeants sont sous l'emprise de son pouvoir discrétionnaire.

Cette situation a entraîné l'ambivalence du statut juridique de la banque centrale car, au plan organisationnel, l'institution est désormais dépendante du pouvoir exécutif. Par ailleurs, si au plan fonctionnel et eu égard à son rôle elle était dans une situation de relative indépendance vis-à-vis de ce pouvoir, cette indépendance fonctionnelle sera remise en cause par la nouvelle ordonnance qui apporte de fortes restrictions au rôle de la banque centrale.

La persistance du législateur à ignorer un tel dispositif pousse à déduire que les autorités visent de manière délibérée à placer la Banque Centrale sous l'emprise du pouvoir exécutif qui décide désormais de la durée du mandat de ses dirigeants.

Le Gouverneur jouit toujours des mêmes prérogatives définies dans la loi relative à la monnaie et au crédit abrogée[2],

b. L'administration de la BA :

[1] - Voir supra, p 04et Ss.

[2] - Articles 16 et 17 de l'ordonnance n°03- 11, op. .cit.

L'administration de la BA est assurée aux termes de la loi[1] par un Conseil d'administration composé :

- du Gouverneur, Président.
- de trois vice-gouverneurs ;
- de trois fonctionnaires du rang le plus élevé désignés par décret du Président de la république [2] en raison de leurs compétences en matière économique et financière.

On soulignera à ce propos que dans le cadre de l'ordonnance 01-01 modifiant la loi relative à la monnaie et au crédit, ces trois fonctionnaires étaient nommés par décret du chef du Gouvernement tandis qu'en vertu de la nouvelle ordonnance, ils sont nommés par décret du Président de la République. Ce qui signifie qu'outre le chef du gouvernement, le Président de la République s'ingère également dans les affaires de la Banque centrale. On assiste ainsi au renforcement de l'ingérence du pouvoir exécutif qui n'est pas sans rappeler l'idée de retour à l'Etat – interventionniste.

En outre, la dépendance de la BA peut être vérifiée sur le plan institutionnel : la banque centrale est dite indépendante lorsqu'elle ne reçoit pas d'instructions du gouvernement. Les banques centrales indépendantes ne devraient ni solliciter ni accepter des instructions de leurs gouvernements ou autres organismes. D'ailleurs, à titre d'exemple, c'est ce que prévoit l'article premier du Statut de la Banque de France.[3]

Le Conseil se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que nécessaire[4], comme il peut se réunir si trois de ses membres le demandent[5].
Pour la validité de ses réunions, quatre de ses membres doivent êtres présents[6].

---

[1] - Art 18 de l'ordonnance n° 03- 11, ibidem.
[2] -Art 13 de l'ordonnance n°03- 11, ibidem.
[3] - Art 1 de la loi du 04 août 1993 régissant le Statut de la Banque de France, op.cit.
[4] - L'expression utilisée dans l'ancienne loi abrogée était au moins une fois par mois.
[5] - Art 22 de l'ordonnance n° 03- 11, op. cit.
[6] - Art 24 de l'ordonnance n°03- 11, ibid.

Le Conseil d'administration de la Banque Centrale comprend en outre trois hauts fonctionnaires désignés par décret du Président de la République en raison de leur compétence en matière économique et financière

Le Gouverneur de la Banque Centrale convoque et préside les réunions du Conseil et arrête son ordre du jour et ce au moins une fois par mois. Il est tenu par ailleurs de réunir le conseil à la demande d'au moins trois (3) membres du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Au vu de ces nouvelles dispositions, on remarque que désormais, lorsque le ministre des finances aspire à réunir le Conseil d'administration, il lui suffit de solliciter les trois hauts fonctionnaires[1] désignés par l'instance exécutive. Par ailleurs, la qualité de membres de ces trois fonctionnaires au sein du Conseil d'administration conforte le pouvoir exécutif qui dispose d'une marge de manœuvre en vue d'imposer les décisions qu'il souhaite voir entériner. Leur présence au CA porte en effet le nombre des administrateurs à sept : Le Gouverneur, les trois vice-gouverneurs et les trois fonctionnaires. Sachant que la validité d'une réunion est conditionnée par la présence de quatre membres au moins du Conseil, on constate que si le Ministre des finances veut faire entériner une décision, il lui suffit d'attendre que le gouverneur ou l'un des vice-gouverneurs soit absent pour mission à l'étranger pour demander au trois fonctionnaires de faire tenir une réunion du CA afin de passer la décision au vote.[2]

Il est clair ainsi que le but visé par la réforme vise à résorber le déséquilibre qui existait au niveau de la BA et

[1] - Voir l'art 40 alinéa 2 de la loi relative à la monnaie et au crédit.

[2]- La même situation existait sous l'empire de l'ordonnance n° 01- 01 du 27 février 2001 modifiant et complétant la loi n° 90- 10 du 10 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit. *JORA* n° 14/ 2001.

ce, en faveur du pouvoir exécutif de sorte que l'on est en droit de douter de l'indépendance d'une telle institution.

2. Le Conseil de la Monnaie et du Crédit :

Instance créée depuis la promulgation de la loi n° 90-10 relative à la Monnaie et au Crédit abrogée, le Conseil de la Monnaie et du Crédit agissait en tant que conseil d'administration et en tant qu'autorité monétaire dans le domaine de la monnaie et du crédit. Mais depuis la pomulgation des amendements contenus dans l'ordonnance n° 01- 01 relative à la Monnaie et au Crédit, le CMC devint une instance distincte du Conseil d'Administration et n'agit désormais qu'en tant qu'autorité monétaire.

Sa composition a été variable compte tenu du nombre de personnalités qui le composaient à chaque fois.

Le CMC est dénommé Conseil en vertu de l'article 58 de l'ordonnance n° 03- 11 relative à la Monnaie et au Crédit, il est composé :

- des membres du Conseil d'Administration de la Banque d'Algérie ;
- de deux personnalités choisies en raison de leurs compétences en matière économique et monétaire. Ces dernières sont nommées par décret du Président de la République. Ils délibèrent et participent au vote au sein du Conseil en toute liberté[1].

Aux termes de la loi, le CMC est présidé par le Gouverneur de la BA qui le convoque et fixe son ordre du jour. Pour la prise des décisions, il est procédé par un vote à la majorité simple des voix, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage.

[1] - Voir arts 58 et 59 de l'ordonnance n° 03- 11 relative à la monnaie et au crédit, op. cit.

Afin de remplir pleinement son rôle, le CMC se réunit au moins quatre fois par an, comme il peut être convoqué en session extraordinaire par son Président à l'initiative de deux des membres du Conseil qui peuvent alors proposer l'ordre du jour. Il faut rappeler que la présence de six membres au moins du Conseil est nécessaire pour la validité des réunions. Il est évident que la composante du Conseil et le procédé de prise de décision transfèrent le pouvoir de décision au pouvoir exécutif,[1]D'abord, lorsque le ministre des finances désire faire voter une décision, il lui suffit de provoquer la réunion du CMC par le biais des cinq (05) personnalités choisies autres que le Gouverneur et les vice-Gouverneurs, d'où les capacités d'ingérence du pouvoir exécutif.

En outre, pour faire adopter une décision, le pouvoir exécutif détient un nombre important de voix : cinq voix favorables au pouvoir exécutif contre quatre voix, soit celles du Gouverneur de la BA et des trois vice-gouverneurs. A ce propos le scénario du déséquilibre des voix en faveur du pouvoir exécutif ne fait que se perpétuer.

Cette situation démontre non seulement que le pouvoir exécutif n'a pas la volonté de se désengager de l'élaboration de la politique monétaire- d'ailleurs il en détient le pouvoir grâce à la Constitution, mais, également qu'il exprime des réticences à se désengager de l'exécution et du choix des outils de la mise en œuvre de la politique monétaire, sachant que ces dernières attributions relèvent assurément de la BA comme le prévoit la loi. Dès lors nous assistons à l'expression d'un véritable phénomène d'ineffectivité de la norme juridique en droit algérien de sorte que se creuse un écart évident entre les textes et la réalité.[2]

[1] - Dans le nouveau texte, le législateur ne fait pas référence au Ministre des Finances en ce qui concerne la proposition des ces membres ; à ce titre, c'est donc le Président de la République qui le décide unilatéralement. Cette situation incite à en déduire que cette haute institution de l'Etat s'investit pleinement dans le domaine de la Monnaie et du Crédit.

[2] - D'une part la loi dispose que la BA se charge de la mise en œuvre de la politique monétaire ; elle est libre de définir le choix des outils de l'exécution

En guise de justification de ce qui vient d'être avancé, il y a lieu de noter que depuis son institution en 1990 en vertu de la loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit jusqu'à nos jours, le CMC à connu diverses composantes : il est en effet passé de sept (07) membres en vertu de la loi 90-10[1] à dix (10) membres en vertu de l'ordonnance 01- 01[2] et enfin à neuf membres (09) sous l'empire de l'ordonnance 03-11[3]. A ce titre, le pouvoir exécutif n'a fait qu'augmenter le nombre de personnes susceptibles de renforcer son ingérence au sein de la BA.

Le CMC dispose dans le texte de larges prérogatives.

Selon les dispositions de la nouvelle loi, le Conseil de la Monnaie et du crédit est investi de pouvoirs en tant qu'autorité monétaire pour édicter des règlements bancaires et financiers.

Le Conseil de la monnaie et du crédit, qui cumulait les fonctions d'autorité monétaire du système bancaire avec celles de Conseil d'administration de la Banque d'Algérie avant la promulgation de l'ordonnance 01-01, n'est désormais chargé que de l'élaboration et l'exécution de la politique monétaire[4].

---

de la politique monétaire ; d'autre part nous retrouvons dans la même loi des dispositions qui permettent au pouvoir exécutif de prendre part pleinement (détient le droit de vote par le biais des fonctionnaires et personnalités qu'ils choisit) dans le choix des méthodes d'exécution de la politique monétaire. Pour une étude plus approfondie sur l'ineffectivité des normes en droit économique algérien, consulter,**ZOUAIMIA** R., "Déréglementation et ineffectivité des normes en droit économique algérien",op. cit. p 115.

[1] - voir, arts 19 et 32 de la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit abrogée, op. cit.

[2] - voir, art 43 bis de la loi relative à la monnaie et au crédit complétée et modifiée par l'ordonnance n° 01- 01, op.cit.

[3] - voir art 58 et art 59 de l'ordonnance n° 03- 11, op.cit.

[4]- Il s'agit là de ce que prévoit la loi. En réalité, le CMC ne se charge que de l'exécution de la politique monétaire élaborée par le Gouvernement.

Il faut noter que toutes ces nouvelles dispositions mises en œuvre de manière progressive ont pour but essentiel le rapprochement de la BA du pouvoir exécutif :

D'abord le législateur avait créé un climat d'ambivalence dans le statut juridique de la Banque Centrale qui était dépendante au plan organique mais indépendante au plan fonctionnel. En effet, la nouvelle composition du CA et du CMC montre d'une part que la banque d'Algérie, dans le processus de prise de décision concernant la profession bancaire et la politique monétaire, est entièrement dépendante du pouvoir exécutif et placée sous la tutelle du Ministre chargé des finances. D'autre part, sur le plan fonctionnel, elle préserve son autonomie dans le sens où le Conseil de la Monnaie et du crédit garde toujours ses attributions en tant qu'autorité monétaire.

Il est investi en tant qu'autorité monétaire notamment dans la définition, la conduite, le suivi et l'évaluation de la politique monétaire. Il a pour attribution la réglementation de la fonction bancaire. Par rapport à ses attributions, les nouvelles dispositions de la loi n'ont pas apporté de réelles innovations.

B. La restriction du rôle de la Banque d'Algérie :

Bien que l'efficacité de la banque centrale exige sa protection de tout aléa concernant son pouvoir de prise de décision dans le domaine de la monnaie et du crédit, les politiques algériens ont maintes fois ignoré cette précaution.

Le rôle de la banque d'Algérie a toujours évolué en fonction des objectifs de la politique économique et même politiques du pays.

Si par rapport à la composition du Conseil d'administration le nouveau texte n'a pas apporté un important changement par rapport à ce qui existait sous l'empire de l'ordonnance n° 01- 01

modifiant la loi relative à la Monnaie et au Crédit[1], nous avons constaté qu'en ce qui concerne le rôle de la BA, il y a une forte réduction des attributions de l'institut d'émission au profit du Ministre des Finances. Cette nouvelle situation se traduit par la suppression ou le rajout de certains articles.

A titre d'exemple, la suppression de l'article 17 de la loi n° 90-10 abrogée fait que la BA n'a plus le pouvoir d'avoir des correspondants et des représentants[2], ce qui constitue une rupture de nature à porter préjudice à la BA essentiellement au niveau de l'information et de la coopération dans le domaine monétaire. D'autre part, il est facile de déduire que désormais c'est le pouvoir exécutif qui s'assigne ce rôle en la personne de représentants qu'il aura désigné.

La nouvelle loi prévoit, en vertu de l'article 128, la création d'un comité mixte[3] (un représentant de la Banque d'Algérie et un représentant du Ministère des Finances) pour renforcer la concertation entre ces deux institutions en matière de supervision et de mise en œuvre de la stratégie de l'endettement extérieur et de la politique de gestion des avoirs et de la dette extérieure.

Tandis qu'auparavant la Banque d'Algérie monopolisait ce rôle de supervision de la dette extérieure et de contrôle du mouvement des capitaux que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, désormais, ce rôle est partagé avec le Gouvernement. C'est là l'un des aspects de l'ingérence du pouvoir exécutif par le biais du Ministre des Finance sur le plan fonctionnel.

---

[1] - Tout porte à croire que l'ordonnance n° 01- 01 n'a été qu'une phase préparatoire à la mise à l'écart de la BA et le début de son assujettissement au pouvoir exécutif.

[2] - L'art 17 de la loi n° 90-10 relative à la Monnaie et au Crédit, amendée et complété par l'ordonnance n° 01- 01 relative à la Monnaie et au Crédit, abrogée par l'ordonnance n° 03- 11, op. cit., dispose que :" La Banque Centrale peut avoir des correspondants et des représentants partout ou elle l'estime nécessaire".

[3] - Voir infra.

Il est clair que les attributions de la Banque d'Algérie, surtout dans les secteurs vitaux tels que le transfert des capitaux et la gestion des revenus des hydrocarbures, semblent se restreindre au profit du Gouvernement. Ces nouvelles dispositions se traduisent par l'abrogation de l'article 190 de la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit abrogée,et reprises par l'article 129 de l'ordonnance 03- 11 relative à la monnaie et au crédit, ainsi que la création de ce comité mixte qui supervisera dans le futur toute la stratégie relative à la dette, aux mouvements des capitaux quels que soient leurs circuits et la gestion des revenus capitaux du pays tels que les revenus des hydrocarbures. C'est la preuve que le pouvoir tend à reprendre la gestion des finances du pays comme au temps de l'économie administrée, en remettant en cause par cette attitude l'efficacité et même l'utilité de l'institut d'émission qui redevient une ramification de l'administration centrale.

Il faut noter que toutes ces nouvelles dispositions mises en œuvre progressivement ont pour but essentiel le rapprochement de la BA du pouvoir exécutif :

D'abord sous l'empire de l'ordonnance n° 01-01 le législateur avait créé un climat d'ambivalence du statut juridique de la Banque Centrale car, d'une part la composition du CA et du CMC montrait que la banque centrale, dans la prise de décision concernant la profession bancaire et la politique monétaire est entièrement dépendante du pouvoir exécutif, elle était placée sous la tutelle du Ministre chargé des finances.

D'autre part, sur le plan fonctionnel, elle préservait son autonomie puisque le Conseil de la Monnaie et du crédit garde toujours ses attributions en tant qu'autorité monétaire.

Mais avec l'édiction du nouveau texte régissant la monnaie et le crédit, la Banque centrale devient complètement dépendante du pouvoir exécutif vu les restrictions dont fait l'objet le rôle qui lui est dévolu. Des attributions classiques classées dans le champ d'action

des banques centrales relèvent désormais des fonctions du pouvoir exécutif qui a pu enfin reprendre son pouvoir de manière à s'ingérer de manière directe dans le domaine de la monnaie et du crédit.

En définitive, la réforme qui a visé la loi sur la monnaie et le crédit avait pour réel objectif le rétablissement du lien qui existait entre la Banque Centrale et l'exécutif qui détenait le pouvoir de décision en matière politique et économique ; les autorités du pays visaient à créer une convergence entre la politique monétaire et la politique économique sans qu'il y ait divergences de choix, et laisser l'autonomie de la Banque d'Algérie sous perfusion. Grâce aux nouvelles dispositions, le Ministre des finances a connaissance de tout ce qui se déroule au sein de la banque centrale. Ainsi, le Gouverneur n'agit plus comme une autorité indépendante, à l'abri de toute ingérence, comme c'est le cas au niveau des Banques Centrales modernes.

C. Le renforcement de la concertation entre la Banque d'Algérie et le pouvoir exécutif: (Le comité mixte):

L'une des principales nouveautés de l'ordonnance 03-11 relative à la monnaie et au crédit réside dans la constitution d'un comité mixte composé d'un représentant de la BA nommé par le Gouverneur de cette dernière et d'un représentant du Ministère chargé des finances nommé par ce dernier[1].

Ce comité est chargé de superviser la mise en œuvre de la stratégie de l'endettement extérieur et de la politique de gestion des avoirs et de la dette extérieure[2] ; il est également chargé de contrôler la circulation des avoirs en devises.

A travers l'institution de ce comité, la BA se retrouve dominée par le pouvoir exécutif par le biais du Ministre des finances qui, désormais, s'ingère dans la politique monétaire en

[1] - Voir art 128 de l'ordonnance n° 03-11, op.cit.
[2] - Ibid.

matière de gestion de capitaux qu'il s'agisse de capitaux nationaux ou de capitaux étrangers. Si a priori, ce comité a été créé pour renforcer la concertation entre la BA et le Gouvernement afin d'éviter toute divergence entre la politique économique et la politique monétaire notamment en matière d'exécution de cette dernière, ce comité mixte représente un important moyen de contrôle du pouvoir exécutif sur la BA. Ce qui remet en question l'indépendance de la BA vis-à-vis de ce pouvoir.

D. Le Contrôle de la BA :

La nouvelle loi prévoit divers moyens pour assurer le contrôle de la Banque d'Algérie. D'une part, elle instaure un censorat (1) qui se charge du contrôle de la BA, d'autre part elle fixe d'autres formes de contrôle[1] telles que le droit de regard du Président de la République (2), les bilans que la BA doit fournir périodiquement à certaines institutions (3) ainsi que la création du comité mixte.

1. Le Censorat :

Le contrôle de la Banque d'Algérie est assuré par le Censorat composé de deux censeurs nommés par décret du Président de la République. La loi dispose que les censeurs doivent avoir des connaissances financières surtout en matière de comptabilité de banque centrale leur permettant d'exercer efficacement leur mission.[2] A ce propos, on notera que dans les textes précédents, le législateur n'avait pas utilisé l'expression de comptabilité de banque centrale, ce qui montre que cette fois ci, il se montre clair sur ce point.

Aussi, le mandat durant lequel les censeurs exercent leurs fonctions ainsi que les motifs de leur révocation, n'ont jamais été définis par la loi, ce qui les assujettit au pouvoir discrétionnaire du Président de la République.

---

[1] - A vrai dire ces autres formes, à part le comité mixte, existaient même avant l'amendement du nouveau texte régissant la monnaie et le crédit.

[2] - A ce propos voir l'article 26 de l'ordonnance n° 03- 11, op.cit.

Aux termes de la loi, les censeurs exercent une surveillance générale sur tous les services et toutes les opérations de la Banque d'Algérie. Dans le nouveau texte, ils sont chargés particulièrement de la surveillance de la centrale des risques et la centrale des impayés ainsi que celle de l'organisation et du fonctionnement du marché monétaire. On constate à ce titre qu'il y a élargissement du champ d'action des censeurs par rapport à ce qui existait avant l'édiction de l'ordonnance 03- 11 abrogeant la loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit. Il y a renforcement sur ce plan du contrôle exercé sur la BA.

Ces nouvelles dispositions témoignent de la crainte manifestée par les autorités politiques, et plus précisément le Gouvernement, vis-à-vis de l'incompétence de la Banque Centrale à gérer singulièrement ces créneaux du système financier. D'ailleurs le ministre des finances n'a pas hésité à évoquer clairement la responsabilité de la Banque d'Algérie dans le scandale d'El Khalifa bank.[1]

Afin d'exercer leurs fonctions, les censeurs ont le droit d'assister aux sessions du Conseil d'administration avec voix consultative. Ils informent le conseil d'administration des résultats des contrôles qu'ils ont effectués.

Ils peuvent lui présenter toutes propositions ou remarques qu'ils jugent utiles. Si leurs propositions ne sont pas retenues, ils peuvent en requérir la transcription sur le registre des délibérations. Ils en informent le ministre chargé des finances.

Ils font rapport au conseil d'administration sur les vérifications des comptes de fin d'exercice et les amendements éventuels qu'ils proposent.

[1] - Pour plus d'informations, voir, **RABHI** M., "Benachenou à propos de l'affaire El Khalifa : C'est la faute de la Banque d'Algérie", *le quotidien Liberté*, Alger, mardi 09 septembre, 2003, p.07.

Ils adressent également un rapport au ministre chargé des finances dans les quatre mois de la clôture de l'exercice ; copie en est communiquée au gouverneur.

Le ministre chargé des finances peut leur demander, à tout moment, des rapports sur des questions déterminées relevant de leur compétence.[1]

Les censeurs ne font pas partie du conseil d'administration de la BA bien que la loi les autorise à assister à ses réunions ; à ce titre, ils ne peuvent assister aux réunions du CMC du moment que la loi ne le prévoit pas et que lorsque les membres du CA assistent au réunions du CMC, ils y assistent en qualité de membres du CMC et non pas en qualité de conseil d'administration[2]. Nous pouvons en déduire que les censeurs n'ont pas de pouvoir de contrôle sur le CMC, ce dernier étant directement sous le contrôle du Président de la République.

2. Le Président de la République :

Le nouveau texte pérennise le contrôle exercé par le chef de l'Etat car, faut-il le rappeler, la nomination aux postes relatifs à l'administration, la direction et la surveillance de la Banque d'Algérie s'effectue par voie de décret Présidentiel[3].

Tandis que sous l'empire de la loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit, le Gouverneur et les vice-gouverneurs étaient nommés par décret présidentiel alors que les trois fonctionnaires du CMC étaient nommés par décret du chef du Gouvernement, ce qui signifie que le Conseil d'administration de la BA était soumis au double contrôle du Président de la République et du chef du Gouvernement[4], l'ordonnance de 2003 prévoit le transfert des compétences du gouvernement au profit

[1] - Voir art 27 de l'ordonnance n° 03-11. op.cit.
[2] - Ce qui signifie que dans ce cas il s'agit de la réunion du CMC et non pas du CA de la BA.
[3] - Art 18 de l'ordonnance n°03-11 relative à la monnaie et au crédit. op.cit.
[4] - L'art. 43 bis de l'ordonnance n°01- 01 précitée prévoit que le chef du Gouvernement nomme les trois fonctionnaires siégeant au sein du conseil d'administration.

du Président de la République qui pourvoit à tous les postes de responsabilité au niveau de la banque . Or une telle concentration du pouvoir de nomination entre les mains d'un seul organe n'est pas de nature à garantir une quelconque autonomie à l'institution en cause.

Sur un autre plan la nouvelle loi dispose que le Gouverneur de la BA est tenu de transmettre périodiquement au Président de la République les bilans et comptes- rendus concernant les comptes de la BA et ses opérations et activités surtout celles relatives : à la supervision bancaire, l'état de la situation prudentielle des banques et établissements financiers et les activités de la centrale des risques.

Le Gouverneur de la BA est tenu également de remettre au Président de la République avec communication au chef du Gouvernement un rapport annuel sur :
- la gestion des réserves de changes ;
- la gestion de la dette extérieure ainsi qu'une analyse sur la situation et les perspectives de la solvabilité externe de l'économie.

Il faut noter aussi que le CMC et la CB reçoivent périodiquement une communication sur la supervision bancaire. Dès lors, ces deux institutions exercent également d'une certaine manière un contrôle sur la BA, même si ce contrôle n'est que d'apparence formelle.

La BA est tenue en outre de publier tous les rapports et communiqués qu'elle établit au journal officiel de la République Algérienne pour les mettre à la disposition du public et toute personne intéressée. Cette initiative laisse apparaître un certain climat de transparence en ce qui concerne les activités de la BA.

Conclusion:

L'indépendance de la Banque Centrale s'avère, en somme, plus une nécessité pour répondre aux exigences économiques

qu'un simple choix[1]. Mais comme on l'a noté à propos de l'examen du statut de certaines Banques Centrales, cette indépendance ne peut être absolue dans la mesure où l'Etat se garde toujours un droit de contrôle sur toutes ses institutions.

Après avoir examiné le statut juridique de la BCA à la lumière des différents textes juridiques qui l'ont régie, on est arrivé à la conclusion que la BCA n'a jamais été une véritable Banque Centrale indépendante à l'image des modèles des Banques Centrales indépendantes du système bancaire contemporain.

Traditionnellement, la BCA a deux fonctions principales : réguler le crédit bancaire de manière à contrôler l'inflation et remplir le rôle du dernier prêteur aux banques, mais la réalité montre que l'on a toujours confié une multitude de fonctions à la Banque Centrale alors que "l'élargissement du champ d'action d'une banque Centrale peut remettre en question son indépendance"[2] .

Par ailleurs, en Algérie, l'exécution de la politique monétaire doit s'inscrire dans le cadre de la politique économique nationale et doit appuyer et promouvoir la politique économique du Gouvernement, ce qui fait de la Banque Centrale un simple exécutant de la politique du Gouvernement, ce qui remet totalement en cause l'indépendance de la Banque Centrale vis-à-vis du pouvoir exécutif qui se retrouve investi d'un véritable moyen de pression et d'ingérence dans les fonctions de la BCA.

---

[1] - A propos de l'efficacité d'une banque centrale, voir, **BRADELEY**. M, **LALONDE**. C., "Le secteur bancaire tunisien est sain", *L'économiste Maghrébin*, n° 17, Tunis, du 14 avril au 27 avril 1993, p. 23 à 25.

[2] - A ce propos, voir : **MAHMOUD MAATOUK** Souhir," L'indépendance de la Banque Centrale d'Egypte", *Revue de l'Egypte contemporaine*, Editions de L'Association Egyptienne pour l'économie, la politique , la planification et la législation, Le Caire, janvier-avril, 1999, p. 5 à 54. (en langue arabe). **EL AHMADI**. I., "Le rôle de la Banque d'Egypte dans la promotion du système financier", *revue de la Banque d'Egypte*, n° 01, Egypte, 1998, p. 08. (en langue arabe).

Si parmi les perspectives de l'Algérie figure l'adhésion à l'OMC, l'organisation institutionnelle de la BCA doit s'inscrire dans le cadre de la notion de Banques Centrales à l'échelle mondiale. La poursuite d'un tel objectif passe par la nécessaire mise en conformité du statut juridique de la Banque Centrale Algérienne en égard aux critères d'indépendance d'une Banque Centrale.

La notion de globalisation entraîne la coopération entre les différentes autorités monétaires nationales qui doivent répondre désormais aux exigences des institutions financières internationales. Il est de ces exigences, l'indépendance des Banques Centrales vis-à-vis des pouvoirs exécutifs de leurs nations. Telle est la garantie pour l'aboutissement à une Banque Centrale efficace[1].

Mais, pour l'Algérie, bien qu'elle ait connu un cadre juridique qui a rapproché le statut de la BCA de celui de la Bundesbank, la volonté politique a primé sur la logique du fonctionnement du système financier pour replonger la BCA dans une dépendance qui portera atteinte à son efficacité en tant que Banque Centrale ; d'où la nécessité de repenser l'articulation des rapports qu'elle entretient avec le pouvoir exécutif. On pense que le cadre juridique dans lequel évoluait la BCA en 1990 était adéquat et que s'il y a eu des failles, ce sont les modes d'exécution de la loi qui en sont à l'origine et non la loi elle-même. Si ce n'est que pour des raisons politiques, l'abrogation de la loi 90-10 demeure injustifiée.

Tandis que les spécialistes de la finance discutent de la démocratisation des Banques Centrales[2], la Banque Centrale d'Algérie est toujours en quête de son indépendance.

[1] - **VAUPLANE.** H., "Le droit bancaire et la mondialisation des marchés financiers", *revue de jurisprudence commerciale*, n° 01, Paris, 2001, p. 187 à 204.

[2] - **STIGLITZ.** J., "Une Banque Centrale indépendante ou démocratique", *Le Monde*, Paris, février, 2004, p. 15.